

Austérité budgétaire et mépris social : Le gouvernement liquide notre droit à la formation !

Après avoir saigné l'assurance-chômage et bloqué nos salaires, la macronie passe à l'offensive supérieure :

Il engage la destruction de nos droits à la formation professionnelle.

Dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2027, le gouvernement exige **350 millions d'euros d'économies** sur le dos des travailleurs et travailleuses en amputant massivement le Compte Personnel de Formation (CPF).

Pour ce ministère du Capital, se former pour changer de vie ou s'émanciper est devenu un luxe.

Oser demander une formation non validée par le patronat est désormais qualifié de **"formation de confort"**. Un crachat monumental au visage des millions de travailleurs et de travailleuses qui triment quotidiennement et subissent de plein fouet l'explosion du coût de la vie.

C'est du racket organisé :

Paye ton droit de bosser, paye ton droit d'évoluer !

Le plan du gouvernement est d'une violence inouïe :

- **Un reste à charge qui explose** : Le ticket modérateur passe de 150 € à **350 €** pour les formations prétendument "non prioritaires". C'est l'instauration d'une barrière financière infranchissable pour les bas salaires. **Mais qui pourra mettre 350 euros de sa poche !!!!**
- Vos aspirations professionnelles individuelles seront désormais soumises au verdict d'un **algorithme déshumanisé** chargé de mesurer la "maturité" de votre projet. **C'est la fin de la liberté de choisir son avenir.**
- **Les chômeurs prennent aussi** : Le gouvernement supprime l'exonération des demandeurs-ses d'emploi et leur extorque **150 €** de reste à charge.

**TU NE TRAVAILLE PAS, DONC TU NE TE FORME PAS
VOILA LA DEVISE DU GOUVERNEMENT**

Non contents d'agir en voleurs de droits, ils agissent en truands de la démocratie.

Ce gouvernement va même encore plus loin dans l'injustice avec les travailleurs et travailleuses de France, pour celle est ceux qui sont dans un parcours de formation en ce moment en utilisant leurs CPF, ils vont devoir payer les 350 euros de reste à charge. Cela veut dire que le gouvernement revient sur le PLF 2026 en bougeant le reste à charge avant que celui-ci soit voté dans le PLF 2027.

Le ministère du Travail affiche déjà de manière rétroactive des règles privant les salarié-es de leurs financements professionnels. Ces mesures n'ont été **ni débattues, ni votées, ni promulguées**. C'est le fait du prince, le mépris total des organisations syndicales balayées d'un revers de main.

Alors que le monde du travail fait face à des mutations industrielles, écologiques et sociales gigantesques, la seule boussole de ce pouvoir à la dérive est l'austérité aveugle.

Ils ne gèrent pas l'avenir, ils liquident nos acquis au profit des exigences budgétaires de l'Union Européenne et du grand patronat.

Il est temps d'en finir avec ce gouvernement d'austérité. Non seulement, il supprime le peu de droits qu'on les travailleurs et travailleuses à se former sans pitié. Dans le contexte du moment où les lycéens et étudiants sont dans la rue ils les empêchent de se former à l'avenir pour un vrai métier.



L'austérité partout et rien pour nous !

Contacts

☎ 01.55.82.85.39

✉ federation@verrecceram-cgt.fr

🌐 www.verrecceram-cgt.fr